

10/05/2020

Défendons nos vies, confinons leurs profits !

À l'approche du 11 mai, jour J du déconfinement à la sauce Macron-Philippe, les choix du gouvernement sont clairs. « L'économie » doit repartir. Ce qui signifie, pour les riches : l'argent doit rentrer dans les caisses. Et pour les travailleurs : au boulot !

Le télétravail est encore recommandé quand il est possible, pour une minorité de salariés. Pour les autres, c'est le retour à l'usine, sur les chantiers, où les masques sont toujours chichement distribués, pénibles à porter, d'un coût prohibitif pour celles et ceux qui doivent les acheter. Ne parlons pas des tests, toujours et seulement promis ! La rentrée des classes s'avère un véritable casse-tête, en particulier pour les plus petits que l'on voit mal s'ébattre en respectant les gestes barrière. Sans parler des transports, déjà bondés dans une région comme l'Île-de-France, qui risquent d'être le lieu de véritables émeutes. Dans ce contexte, personne n'a le moral pour retourner bosser.

Reprendre le travail ? Mais dans quelles conditions ?

L'État se contente de « fiches conseil » pour les entreprises : gestes barrière, distances minimales, circulation du personnel, port du masque en cas d'impossibilité de respecter les distances, etc. Or les mieux placés pour juger des conditions de sécurité, c'est nous. La meilleure preuve que nous ne pouvons faire confiance qu'à nous-mêmes pour surveiller cette reprise de l'économie, c'est que ceux qui nous gouvernent se sont surtout préoccupés de plancher au parlement sur une loi d'amnistie préventive qui dégage les notables divers et chefs d'entreprise de toute responsabilité pénale en cas de contamination : coupables mais pas responsables !

Leur « monde d'après »

D'autant que leur « monde d'après » s'annonce pire que l'ancien. Le chômage connaît une hausse record, 7 % en un mois. À côté des salariés qui perdent leur emploi, des contrats courts non renouvelés, il y a les intérimaires sans mission, les « extras » sur le carreau, les « auto-entrepreneurs » et petits commerçants privés de leurs clients... et tous les travailleurs non déclarés, avec ou sans papiers, qui n'ont pas droit au chômage.

Rien n'est prévu pour ceux qui n'ont plus rien, à part ce qu'offrent les Restos du cœur et autres bénévoles. Alors que des plans de licenciements sont d'ores et déjà annoncés, rien n'est prévu non plus pour ceux dont l'emploi est menacé : Bruno Le Maire rappelait encore, ce lundi, qu'il n'était pas question pour l'État d'empêcher (a fortiori d'interdire) les licenciements. Rien n'est prévu, enfin, pour faire payer les actionnaires. Le gouvernement a largement ouvert les vannes de l'argent public, surtout pour sauver les « fleurons » de l'économie – entendez les grandes entreprises.

C'est à nous qu'on demande des sacrifices, notamment par l'augmentation du temps de travail, la remise en cause des congés, l'augmentation de la productivité. Pourquoi devrions-nous nous sacrifier ? Pour faire croire à l'union nationale, Macron parle déjà de « reconstruction ». Pourtant il n'y a pas eu de guerre. Les infrastructures sont intactes. La seule chose en ruine, c'est les profits des capitalistes qui ont déjà commencé à nous faire payer la note. C'est eux qui nous sont redevables : si la vie a pu continuer ces derniers mois, c'est bien grâce aux plus mal payés, ceux qu'on découvre comme « essentiels », dans les hôpitaux comme ailleurs.

À eux de faire des « sacrifices » :

**Interdiction des licenciements,
Embauches dans les services publics,
Maintien et augmentation des salaires !**

Il faut que le monde du travail se fasse entendre. Notre priorité, ce n'est pas leurs profits. C'est de vivre dans des conditions décentes et de travailler en sécurité. Dans tous les lieux de travail, il faut imposer des règles sanitaires sûres et surveiller leur application. Pour empêcher la crise sociale, il faut interdire les licenciements, maintenir les salaires et les augmenter, et imposer le partage du travail entre tous !

Déconfiner ou bosser ?

Pourquoi ces ronds, ces flèches, à sens unique ou double sens, ces marelles impossibles, dans les gares mais aussi dans les entreprises auxquelles elles conduisent ? Ne nous y trompons pas, les métros, bus et trains sont les taxis du Medef ! Car pourquoi pas commencer par déconfiner les forêts, parcs et squares, les terrasses de restos ou cafés, les théâtres en plein air, les concerts de rue, les terrains de sports et les plages ? Pourquoi faudrait-il une autorisation patronale pour circuler dans le métro aux heures de pointe ? N'avons-nous pas toutes et tous, après deux mois d'enfermement, de télétravail avec les bambins comme collègues ou de travail dans des conditions dangereuses, besoin de vraie respiration sociale autre que sous respirateurs des hôpitaux ? Un peu de brise marine et d'air des forêts... en appliquant les mesures barrières.

Oui, pourquoi le « déconfinement » est-il devenu synonyme de boulot ? Sans boulot, dirons-certain, pas de salaire, pas de survie. Oui, nous y sommes ! Sous le capitalisme, l'horizon est borné, confiné. Métro, boulot, dodo... Un système vraiment dépassé !

Corona Party !

Dès le 11, la direction nous voudrait en tenue au milieu des flux, au mépris de toute logique sanitaire. "Pour nos clients" nous dit-elle. Allons tous attraper et transmettre le Corona, les "clients" nous en seront reconnaissants ! S'ils sont irresponsables, qu'ils le soient avec leur propre vie. Ils n'ont qu'à déconfiner leurs gilets rouges de VI.

Ça tourne pas rond ?

Des ronds et des flèches dans les gares, des stickers sur les sièges, de la rubalise dans les chantiers, le port de masques (qu'on nous disait inutiles !) rendu obligatoire en toutes circonstances, des fiches métiers Covid-19 inapplicables, des grands appels à la responsabilité individuelle et hop : la direction dit qu'elle a fait tout ce qu'elle pouvait.

Nos conditions de travail à la sauce déconfinement ressembleront à s'y méprendre à celles d'avant, sauf qu'on sera masqués et les mains pleines de gel hydro-alcoolique. Ce qu'il faut en plus pour assurer au maximum notre sécurité et celle des autres, il nous faudra l'imposer.

Du masque inutile au masque... largement suffisant

Après nous avoir dit que les masques étaient parfaitement inutiles et les avoir même interdits sur les quais aux collègues qui ramenaient les leurs, voilà que les masques sont devenus o-bli-ga-toires. Les mêmes chefs qui nous interdisaient d'en mettre vont maintenant nous menacer de sanctions en cas de non port.

Mais mieux encore. Les masques sont mêmes devenus SUFFISANTS. Vous voulez pas aller au milieu des flux sur les quais ou dans les rames ? Mais si allez-y, aucun problème puisque vous avez un masque ! Ces dirigeants qui s'inventent médecins, on va vite leur faire ravalier leurs faux diplômes !

Ce n'est pas à nous de payer la crise sanitaire

À partir du 11 mai nous serons à nouveau nombreux au travail. Il ne faudra pas attendre pour se réunir, sans se contaminer, et discuter entre cheminots de la nécessaire riposte aux attaques qui pleuvent : vol d'un sixième jour de congé, menaces de suppressions de postes, etc.

Oui, il faut reprendre au plus vite le chemin de la lutte pour nos revendications : des moyens pour les mesures sanitaires, interdiction des licenciements, réduction du temps de travail et augmentation générale des salaires !

5 ou 6 jours à leur donner... combien de nouveaux chômeurs !

La direction nous avait appelés à la "solidarité" pour nous demander de filer des jours de repos. La véritable finalité de la mesure commence à arriver dans nos services : ils veulent profiter de ces jours donnés pour nous faire bosser plus... et se passer d'embauches. Les collègues en CDD, eux, se retrouveraient au chômage. Belle leçon de solidarité de la direction !

Montrons leur le vrai sens de ce mot en leur imposant l'embauche de tous les CDD et intérimaires !

Chantage patronal

La SNCF annonce deux milliards de pertes – en fait de « manque à gagner » – suite à la baisse d'activité. Cela malgré le chômage partiel payé par l'État, les contrats régionaux

maintenus... Ces deux milliards, la direction est décidée à nous les faire payer, en nous retirant six repos, entre autres.

Pour faire passer ces attaques, Farandou a brandi la menace de suppressions de postes et de licenciements. Tu parles d'une nouveauté : c'est le sport favori de nos dirigeants depuis 30 ans, ils n'ont pas attendu la pandémie... Ne nous laissons pas faire, on ne sauvera ni notre santé, ni notre emploi en défendant la boîte mais bien en se défendant tous ensemble contre elle et ses attaques !

Toute guerre a ses profiteurs

Beaucoup de cheminots en télétravail ont été placés d'office au chômage partiel, donc payés par l'État, un jour ou deux par semaine, alors que leur charge de travail reste la même et remplit largement un temps plein. D'autres, en formation, qui suivent des cours à distance et s'exercent en ligne sont réputés travailler seulement deux jours par semaine...

Voilà les magouilles qui occupent nos dirigeants. Et quand on voit les journées de service surchargées du plan de transport « déconfinement » pour les conducteurs et les agents départs, on se dit que la direction a pris goût à nous mettre le plus possible en chômage partiel pour toucher l'argent public.

Ils essayent

Des nouveaux sites de garage ouvrent à Flins et à Aubergenville. On nous envoie quelques photos, un plan et un SMS ou un mail : « *c'est bon pour toi ?* ». Non, on ne nous habilitera pas sans journée de formation !

Comment ça va, Cosmo ?

L'outil de travail des ASCT, Cosmo, se met en sécurité et cesse de fonctionner au bout de 90 jours sans utilisation. La hiérarchie a donc reçu pour consigne de nous appeler pour prendre des nouvelles... de Cosmo. Tant de sollicitude nous bouleverse.

Nos vies pour leurs profits

Le déconfinement pour la direction, comme pour bien des patrons, semble signifier un retour à la normale. Vite remplissons les caisses ! Entre la fermeture des portiques dès le 11 au matin pour forcer à la vente au plus vite et les messages nous incitant à "déconfiner les cosmo", le message est assez clair !

Pour nous aussi le message doit l'être : nos vies passeront avant leurs profits !

Soyons tous IRRESPONSABLES

Dans une lettre ouverte les principaux patrons du transport de voyageurs interpelaient Edouard Philippe sur les conditions de reprise. Et la manière dont ils la voient n'est pas très loin de la nôtre. Mais quelle conclusion en tirent-ils ? Eh bien comme tout un tas de patrons (et de maires), ce qu'ils demandent en filigrane c'est d'être exemptés de toute responsabilité pénale dans la catastrophe probable à venir.

Message reçu 5/5 par le gouvernement qui leur donne raison dans une ordonnance. Aux travailleurs le "civisme" du retour au travail. Aux patrons le droit d'être irresponsables.

Ça résume bien comment cette société tourne. Vite, changeons la !